

## *CHAPITRE IX*

# **LES INTERNATIONALISTES HOLLANDAIS**

# **FACE AUX EVENEMENTS D'ESPAGNE (1936-1937)**

Bien qu'elle n'ait pas entraîné de crise véritable en son sein, la guerre civile en Espagne a une importance majeure dans l'histoire du GIC. Elle est le banc d'essai de la théorie révolutionnaire du groupe hollandais face à une guerre civile qui, au milieu de soubresauts révolutionnaires dans l'atmosphère du Frente Popular " antifasciste ", débouche sur la Deuxième guerre mondiale, qu'elle prépare.

Souvent assimilé à l'anarchisme, le communisme des conseils hollandais se démarque vigoureusement de ce courant dont il proclame non seulement la faillite mais le passage dans le camp bourgeois. Par ses prises de position sur la guerre en Espagne, le GIC se trouve défendre des analyses politiques sur la " révolution espagnole " très proches de celles de la Gauche communiste italienne, sans en avoir toutefois

toute la cohérence.

Les événements d'Espagne, enfin, donnent lieu à la dernière tentative du GIC, avant 39, de se confronter au milieu politique révolutionnaire à gauche du trotskysme en Europe. Cette tentative ne se fit pas sans confusion, et même ambiguïté politique, de sa part.

C'est toujours avec une attention extrême que les Communistes Internationalistes hollandais suivaient l'évolution de la situation en Espagne, depuis l'instauration de la République. En 1931, le GIC dénonçait non seulement la bourgeoisie républicaine, qui appuyait le parti socialiste de Largo Caballero, mais le mouvement anarchiste. La CNT, en effet, en abandonnant sa vieille hostilité de "principe" à l'électoralisme avait fait voter ses adhérents massivement pour les candidats républicains. Loin de voir dans la CNT une "composante du mouvement ouvrier", le GIC souligna que l'anarcho-syndicalisme espagnol avait franchi le Rubicon de la collaboration avec l'ordre bourgeois. La CNT était devenue "l'alliée de la bourgeoisie". Comme courant anarcho-syndicaliste, et donc partisan, du syndicalisme, l'action politique de la CNT ne pouvait conduire qu'au renforcement du capitalisme. Au cas où elle prendrait le pouvoir, elle ne pourrait instaurer rien d'autre que le capitalisme d'État :

"La CNT est un syndicat aspirant à la conquête du pouvoir par la CNT. Cela doit nécessairement conduire à une dictature sur le prolétariat par la direction de la CNT (capitalisme d'État)." (*P.I.C.* (en allemand), décembre 1931, "Die Rolle der CNT in der spanischen Revolution".)

Fidèle aux positions de la Gauche allemande sur la nature du syndicalisme révolutionnaire, le GIC déniait toute nature révolutionnaire au courant anarcho-syndicaliste espagnol. Comme syndicat, il ne pouvait mener qu'à la gestion de l'économie capitaliste et non à la destruction de l'État. C'est pourquoi toute tentative de "rénover" la CNT pour lui donner une orientation "révolutionnaire" était condamnée à l'échec. Les tendances de gauche, avec la FAI de Durruti, n'étaient rien d'autre qu'une tentative de faire revivre le cadavre du syndicalisme. Le GIC affirmait avec force que "l'opposition anarchiste est une illusion trompeuse" (idem).

Lorsque les élections du 16 février 1936 eurent donné le pouvoir aux partis du “ Frente popular ”, le GIC dénonça le Front unique de tous les partis de gauche pour dévier la lutte de classe de son objectif propre : la formation d’un “ front de classe général des ouvriers ”. Les ouvriers espagnols étaient “ prisonniers du front unique ”. Ils ne pourraient retrouver leur autonomie que par un combat sans merci contre “ leur ennemi mortel ” : les partis du Front unique, et l’édification de leurs organes propres : “ Ce ne sont pas les parlementaires qui doivent prendre le pouvoir en main, mais nous-mêmes, dans nos comités d’action, dans nos conseils ouvriers. C’est seulement comme pouvoir des conseils organisé que nous pourrons vaincre. ” (*P.I.C.* n° 3, février 1936, “ Verkiezing en eenheidsfront in Spanje ”.)

En juillet 1936, éclatait le “ pronunciamiento ” militaire. Contre la volonté du Front populaire, qui était tout prêt de s’entendre avec les militaires, les ouvriers de Barcelone et Madrid prenaient les armes à la main les casernes. Ils s’armaient et formaient des milices. Dans les villes et les campagnes, surtout en Catalogne, des “ collectivisations ” d’entreprises industrielles et agricoles étaient mises en place sous la direction du syndicat anarchiste; mais aussi du syndicat socialiste UGT. Mais les ouvriers n’avaient pas renversé le gouvernement républicain de la bourgeoisie de gauche : le gouvernement de la Generalitat de Catalogne subsistait avec l’appui du POUM et de la CNT. Des “ comités ouvriers ” avaient certes été créés un peu partout, mais ils étaient plus une cartellisation de différents partis et syndicats que de réels conseils ouvriers.

S’agissait-il réellement d’une révolution prolétarienne en marche par ses “ collectivisations ” et l’armement des ouvriers, ou bien d’une “ révolution bourgeoise ” à laquelle participaient les prolétaires espagnols comme force d’appoint, ou bien de soubresauts prolétariens déviés sur la voie du Front populaire et du combat militaire sur les fronts ? Fallait-il d’abord lutter sur le front militaire avant de lutter sur le front de classe contre le gouvernement républicain. Telles étaient les questions concrètes qui se posaient dans le camp révolutionnaire de l’époque. Aux Pays-Bas, les groupes anarchistes et le RSAP trotskysant de Sneevliet donnaient leur appui critique au gouvernement de Front populaire dans la lutte contre Franco. Leur position était donc peu différente de celle adoptée en Espagne par le POUM et par la CNT, qui entraient alors dans le gouvernement du Frente popular.

Aux Pays-Bas, la question se posait de savoir si les groupes communistes de conseils allaient appuyer les “ collectivisations ” anarchistes et la CNT, dont les positions étaient “ antibolcheviques ”. Considérant que les tâches économiques du prolétariat étaient prioritaires par rapport aux tâches politiques de destruction de l’État, on pouvait croire les communistes de conseils hollandais soient très ambigus dans leur critique de l’anarcho-syndicalisme. C’est du moins ce que prétendit Paul Mattick en 1969, dans sa préface à la réédition des revues du communisme des conseils américain. Il affirmait que la position des communistes de conseils avait été la suivante en 1936-1937:

“ La guerre civile antifasciste d’Espagne (...) trouva les communistes de conseils presque naturellement - malgré leur orientation marxiste - au côté des anarcho-syndicalistes, même quand les circonstances forcèrent ces derniers à sacrifier leurs propres principes pour la lutte prolongée contre l’ennemi commun fasciste. ”

Cela est inexact en ce qui concerne les communistes de conseils hollandais. Ceux-ci, tout au long de la guerre civile espagnole, critiquèrent incessamment la politique de l’anarchisme et ne se retrouvèrent jamais à son côté.

En 1936, le communisme des conseils des Pays-Bas était divisé en 4 groupes : à côté du GIC, on trouvait les deux groupes issus du KAPN : *De Arbeidersraad* (“ Le Conseil ouvrier ” et le groupe conseilliste de La Haye (2) qui publiait la revue *Proletariër*. A côté de ces trois groupes, se réclamant du marxisme, apparaissait un quatrième groupe, qui était une scission du GIC. Ce groupe publiait la revue *Discussie*, organe de “ groupes ouvriers de gauche ” (3) “ édité par des ouvriers de tendance anarchiste ” et diffusé aux bureaux de chômage. Ce groupe était en fait “ anarcho-conseilliste ”.

Il est symptomatique que le milieu communiste des conseils se retrouvait divisé sur la question de l’Espagne. Celle-ci créait une frontière définitive entre le groupe *De Arbeidersraad* et les trois autres groupes. En effet l’ancien noyau fondateur du KAPN, en dépit de sa phraséologie sur le “ pouvoir des conseils ouvriers ”, se retrouvait au côté du RSAP pour préconiser “ l’unité antifasciste ” et un soutien

inconditionnel au POUM et à la FAI anarchiste. (4)

Les trois autres groupes se trouvaient unis dans le rejet total du Frente popular et de l'unité antifasciste. Les divergences se situaient dans l'interprétation des événements révolutionnaires d'Espagne. Pour le groupe de La Haye comme pour *Discussie* - il ne s'agissait que d'une "révolution bourgeoise", se déroulant contre le "système féodal". Mais alors que différents groupes socialistes de gauche et anarchistes en tiraient la conclusion qu'il fallait "défendre la république contre le féodalisme", ces groupes mettaient en avant la nécessité de combattre la "révolution bourgeoise" pour la révolution prolétarienne. Cela n'allait pas sans ambiguïté de la part du groupe *Discussie* qui tout en affirmant que la "révolution bourgeoise conduisait au capitalisme d'État", soutenait que dans l'Espagne féodale il y avait deux "groupes révolutionnaires" : le prolétariat et la "bourgeoisie montante" républicaine (*Discussie* n° 7, août 1936, "De opstand in Spanje!")

Le groupe conseilliste de La Haye avait une position beaucoup plus nette, très proche de celle de la Gauche communiste italienne. (5) Avec des prémisses fausses - les événements d'Espagne étaient dans la continuité des révolutions bourgeoises du XIXe siècle - il aboutissait aux mêmes conclusions politiques. La guerre en Espagne était une lutte entre deux groupes de capitalistes. Les ouvriers, malgré leurs armes, restaient opprimés. Ils étaient prisonniers des milices, "organisations militaires bourgeoises". La tâche de l'heure n'était pas de lutter à l'intérieur de ces organismes, mais de les détruire de fond en comble. La position de *Proletariër* (l'organe du groupe) était celle du "défaitisme révolutionnaire" :

"La lutte en Espagne entre le "gouvernement légal" et le "camp insurgé" n'est finalement nullement une lutte pour des idéaux, mais une lutte de groupes capitalistes déterminés qui se sont nichés dans la République bourgeoise contre d'autres groupes capitalistes... Ce "Cabinet" espagnol ne se distingue en rien, principiellement, du régime de chiens sanglants Lerroux, qui en 1934 fit abattre par milliers les prolétaires espagnols ... A présent, les ouvriers espagnols sont opprimés avec les armes à la main :

".. les ouvriers sont envoyés au feu et ils sont harangués au front par les chefs socialistes avec les mots : "défendre avec honneur notre révolution à l'arrière", mais ils "oublient" de dire ici que la révolution était

une révolution bourgeoise... Le prolétariat se bat à l'intérieur d'organisations militaires bourgeoises, mais bientôt la décomposition, la putréfaction de ces organisations sera à l'ordre du jour. Leur destruction ne peut cependant se réaliser que si le prolétariat forme ses propres organisations. Cela signifie : l'organisation du prolétariat en lutte par lui-même, celle des conseils d'ouvriers et de soldats, devra bientôt, par l'avancée du mouvement, entrer en lutte avec celle de la bourgeoisie." (*Proletariër*, n° 2, 27 juillet 1936, " De beweging in Spanje ".)

Le GIC, quant à lui, chercha à établir une position plus cohérente. Son combat politique se déroula essentiellement en défense de la lutte des ouvriers espagnols, et contre l'anarchisme. Tout en étant très proche, dans ses analyses, de Bilan et du groupe *Proletariër*, le GIC apparaissait parfois divisé sur les réponses à donner. Laissant la parole à diverses interprétations de la situation espagnole, le GIC laissait s'exprimer des positions contradictoires dans sa revue (P.I.C.), qui manifestaient soit une indifférence devant le sort du prolétariat espagnol - il s'agissait d'une " révolution bourgeoise " - soit une conciliation avec l'analyse de groupes comme l'Union communiste ou la LCI de Belgique (cf. infra).

### ***Quelles étaient les leçons tirées par la GIC des événements d'Espagne ?***

#### **a. *Pas de révolution bourgeoise***

Il est remarquable de constater que le GIC, de façon implicite, abandonnait l'analyse qui avait été exposée dans les " Thèses sur le bolchevisme " publiées par lui en 1934 et adoptées par l'ensemble du mouvement communiste des conseils. Ces Thèses (cf. chapitre 7) avaient soutenu que la révolution russe était une révolution bourgeoise, en ayant été noyée par la paysannerie et en se déroulant dans un pays arriéré. L'Espagne étant encore un pays arriéré, devait-on en conclure que la seule révolution à l'ordre du jour serait bourgeoise et antiféodale ? que l'éclatement de l'insurrection de juillet 1936 s'inscrivait dans un contexte de révolutions bourgeoises en expansion ?

En réponse à différents groupes “ conseillistes ” qui défendaient cette conception, le GIC affirmait avec force que seule la révolution prolétarienne était à l'ordre du jour en Espagne, comme d'ailleurs dans d'autres pays même sous-développés :

“ L'époque où une telle révolution (bourgeoise) était possible est révolue. En 1848, on pouvait encore appliquer ce schéma, mais maintenant la situation a complètement changé... Ce n'est plus du tout la lutte entre bourgeoisie montante et féodalisme qui prédomine partout, mais au contraire la lutte entre prolétariat et capital monopoliste. ” (P.I.C., n° 6, mars 1937, “ Lessen uit Spanje (Antwoord op discussie-artikel) ”.) (6)

L'article cité, qui était une réponse à une tendance existante au sein du GIC, notait qu'il était faux de parler de “ féodalisme ” en Espagne. Il existait une puissante bourgeoisie espagnole à la tête d'une production capitaliste, des deux côtés du front militaire : “ En Espagne aussi domine depuis longtemps une puissante bourgeoisie... C'est le capital monopoliste qui domine l'ensemble de la situation en Espagne. En Espagne il existe une production capitaliste, et pas seulement dans la Catalogne industrielle mais aussi dans les autres régions. ” (ibidem).

Parler de “ révolution bourgeoise ” créait donc des ambiguïtés dangereuses : “ Une telle position est fautive et dangereuse pour notre classe ” (P.I.C. n° 5, mars 1937, “ het anarchisme en de organisatie van de revolutie ”). Si certains groupes “ conseillistes ” - avec un “ esprit de classe ” - décrivaient la guerre en Espagne comme une “ révolution bourgeoise ” antiprolétarienne, pour mieux dénoncer le Front populaire, des organisations de type social-démocrate ou stalinien employaient la même phraséologie pour appeler à une lutte “ antiféodale ” et donc “ progressiste ” sous le drapeau de la République bourgeoise. Et finalement la dichotomie faite entre un pseudo-féodalisme, appuyé par Franco et les puissances fascistes, et la “ démocratie bourgeoise montante ” aboutissait à la même opposition mystificatrice entre “ démocratie ” et “ fascisme ”.

### **b. Front antifasciste ou révolution prolétarienne ?**

De façon très nette, le GIC rejetait toute assimilation des événements d'Espagne à une lutte entre fascisme

et démocratie. En juillet 1936, au début de la guerre civile, ne s'affrontaient pas deux fractions de la classe dominante ("républicains" et "fascistes"), mais deux classes : la classe exploitée des ouvriers et paysans pauvres et toute la classe dominante, également réactionnaire :

"La lutte qui depuis le 17 juillet fait rage en Espagne n'est pas une lutte entre fascisme et démocratie, ni une lutte entre gouvernement de Front populaire et militaires insurgés, c'est une lutte entre révolution et contre-révolution espagnoles, entre, d'un côté, les ouvriers de l'industrie et de la campagne soutenus par les paysans appauvris, et, de l'autre côté toutes les forces réactionnaires de la noblesse, du clergé et de la bourgeoisie." (*Räte-Korrespondenz*, n° 18/19, août 1936, "Klassenkampf in Spanien"; P.I.C. août 1936.)

En juillet 1936, il ne faisait aucun doute pour le GIC que les prodromes d'une révolution prolétarienne en Espagne étaient présents. La force du prolétariat révolutionnaire avait été directement proportionnelle à l'impuissance du Frente popular face au pronunciamiento : l'insurrection avait balayé en quelques heures le corps des officiers et la Guardia civil. Il ne faisait aucun doute, pour le GIC, que face aux ouvriers insurgés se manifestait pleinement la solidarité des fractions de la bourgeoisie (monarchistes, républicains, fascistes). Plus la lutte des ouvriers serait orientée dans le sens révolutionnaire, plus se manifesterait au grand jour l'unité de toute la bourgeoisie :

"Plus le pouvoir des ouvriers menace la position du capital, plus grossit dans la même proportion chez la bourgeoisie le courant qui pousse le gouvernement de Front populaire à passer un compromis avec les fascistes pour abattre ensemble leur ennemi commun : le prolétariat révolutionnaire." (*Räte-Korrespondenz*, n° 18/19, ibidem)

Cette affirmation, à la lumière des faits, était plus que justifiée (7).

Au début des événements d'Espagne, le GIC avait tendance à plaquer sur ceux-ci les enseignements des révolutions russe et allemande, mais en gardant, néanmoins, une grande prudence d'analyse sur l'évolution de la situation.



## **b. Les leçons de juillet 1936 en Espagne**

Pour le GIC, les événements de Juillet 36 en Espagne étaient dans la lignée de la révolution prolétarienne russe. L'insurrection des ouvriers espagnols avait des similitudes avec cette "période de la Révolution russe de juillet à octobre 1917, où les ouvriers, marins et paysans luttèrent contre les Gardes blancs de Kornilov" (ibid.). C'était affirmer que la révolution prolétarienne était en marche en Espagne vers la prise du pouvoir, comme après juillet 1917. L'assimilation de Franco à Kornilov était non seulement erronée mais dangereuse. (8) Le GIC, comme bien d'autres groupes révolutionnaires (9), eut tendance - pendant quelques semaines du moins - à définir la lutte sur le front militaire comme une défense de la révolution en marche face aux "Blancs" de Franco. Cela signifiait que les conditions subjectives de la révolution prolétarienne en Espagne étaient présentes comme en Russie en 1917 : sortie d'un cours contre-révolutionnaire se manifestant par l'armement des ouvriers et la formation de conseils ouvriers.

Pour le GIC, ce sont les milices et les comités surgis des journées de juillet qui manifestaient la réalité de la révolution. Les milices étaient considérées comme le ferment de la dictature armée du prolétariat : "...aussi longtemps que cette milice domine encore la rue, le gouvernement ne peut prescrire ce qu'il veut : les ouvriers défendent leurs propres intérêts. Ils règlent l'ensemble de la production et de la distribution et prennent les mesures nécessaires à la poursuite de leur lutte, sans s'arrêter devant le droit de propriété bourgeois." (idem). Fasciné par les tâches économiques des milices et des comités, le GIC ne voyait pas encore leur rôle d'embrigadement sur le front militaire.

Mais, dans sa première prise de position, le GIC soulignait déjà les différences historiques entre l'Espagne de 1936 et la Russie et l'Allemagne de 1917-1918. En cela sa position se rapprochait déjà de celle de la Gauche italienne autour de *Bilan* (10) :

"L'Espagne n'est pas une répétition de la Révolution russe." Le GIC notait que les rapports sociaux en Espagne, par le poids numérique du prolétariat, se rapprochaient fortement de ceux d'Europe occidentale, en dépit de l'existence indéniable d'un fort secteur agricole. D'autre part, les événements révolutionnaires

en Espagne se déroulaient dans un contexte différent : non pas au sortir d'une guerre, affaiblissant la bourgeoisie occidentale, mais à l'issue de la défaite de 1934 dans les Asturies. La révolution " pour autant qu'elle se déroule en Espagne " (ibidem) - souligne le GIC, qui se refuse de parler d'une révolution espagnole -, aurait certes " bien plus qu'en Russie un caractère prolétarien, communiste ", mais elle est impossible sans l'éclatement simultané de la révolution dans toute l'Europe. De ce point de vue, les conditions objectives, face à un capitalisme renforcé en 1936, sont bien plus difficiles :

" ...les ouvriers espagnols n'ont pas affaire à une Europe occidentale affaiblie par la guerre, mais à un capitalisme qui est bien plus fort. La révolution prolétarienne en Espagne est seulement possible comme partie de la révolution dans toute l'Europe... Une victoire du prolétariat en Espagne (d'après la conception trotskyste : instauration du socialisme dans un seul pays) est exclue aussi longtemps que dans le reste de l'Europe le capital reste seigneur et maître, aussi longtemps que n'éclate pas partout la révolution. " (*Räte-Korrespondenz*, n° 18/19, août 1936, ibidem)

En Espagne, n'existent pas de véritables conseils ouvriers. Les comités surgis en juillet 36, présentés comme de véritables conseils ouvriers (11), n'avaient rien à voir avec les soviets russes. Ils s'apparentaient plutôt aux conseils ouvriers de novembre 1918 en Allemagne, par la mainmise des organisations de gauche :

" Les comités, en réalité, ne peuvent être encore considérés comme la représentation directe des ouvriers. Ils sont plutôt le résultat d'un compromis passé entre les directions des différentes organisations qui, de façon " démocratique ", y ont reçu leur participation. " (*Räte-Korrespondenz*, n° 18/19, août 1936, ibidem.)

C'est pourquoi, il était inévitable que les ouvriers espagnols soient amenés à " entrer en conflit avec ces comités ou une de ses parties " (ibidem).

La guerre civile en Espagne s'intègre dans la guerre généralisée. Partant du contexte international, défavorable à la révolution, le GIC envisageait comme une possibilité que la guerre en Espagne débouchât rapidement sur la guerre mondiale, où le Frente popular jouerait le rôle d'agent de l'Union sacrée :

“ L'autre possibilité est que la guerre civile espagnole soit le signal de la guerre internationale. Dans ce cas, on combattrait sur le sol même de l'Espagne avec les troupes et les armes des grandes puissances impérialistes ennemies pour la domination de la Méditerranée et dans l'intérêt des États belligérants... En cas de guerre, le Front populaire espagnol s'intégrera ouvertement dans le front de la guerre impérialiste. ”  
(*Räte-Korrespondenz*, n° 18/19, *ibid.*)

#### *d. Les tâches du prolétariat en Espagne et en Europe*

L'évolution de la situation en Espagne, avec le renforcement du gouvernement de Front populaire et l'intervention croissante des grandes puissances rivales, amenaient les communistes de conseils hollandais à prendre des positions plus tranchées. Et cela d'autant plus que des dissensions s'étaient fait jour en son sein.

Bien que les revues du GIC ne fussent pas explicites sur les dissensions internes, il apparaissait que deux minorités, mais informelles, s'opposaient à l'orientation du GIC.

La première minorité était constituée d'un militant du GIC (10) qui s'était engagé de son propre chef dans les Milices sur le front d'Aragon. Il s'agissait dans le GIC d'un cas isolé, mais il est symptomatique qu'aucune condamnation explicite de son engagement dans les Milices ne fut décidée. Plus importante était la minorité qui, comme le groupe Proletariër, analysait la “ révolution espagnole ” comme une révolution bourgeoise antiprolétarienne. Cette minorité, qui était soit un groupe de militants soit un cercle proche du GIC (12) - le flou organisationnel du GIC ne permet pas de le déterminer - faisait un bilan lucide des leçons d'Espagne, mais avec une grille conseilliste. Elle constatait que “ la lutte (en Espagne) n'avait pas commencé comme une lutte pour la libération de la classe ouvrière ”. Les ouvriers étaient devenus les alliés de la bourgeoisie républicaine, prisonniers du faux dilemme fascisme/démocratie, Il ne s'agissait plus d'une lutte classe contre classe, mais “ d'une lutte de partis, lutte d'opinions, de groupements idéologiques ” débouchant sur un conflit entre grandes puissances militaires. Ainsi les antagonismes de classe avaient été effacés entre bourgeoisie et prolétariat. La minorité en concluait que le combat des ouvriers contre le Front populaire était perdu

d'avance. Plus aucun espoir n'était permis :

“ ... la lutte en Espagne n'est pas et ne peut servir d'exemple pour en tirer les leçons pour la lutte de classe prolétarienne ... La lutte des ouvriers (espagnols) est une lutte sans espoir pour la préservation de la démocratie bourgeoise. ” (*P.I.C.*, n° 3, février 1937, “ Lessen uit Spanje (Diskussie artikel) ”.)

De façon très nette, le GIC se distanciat de ces deux positions, qui dans les deux cas étaient “ défaitistes ”. La première parce qu'elle conduisait à l'abandon de la lutte de classe contre le régime républicain, en proclamant que la tâche numéro 1 était la lutte contre Franco. La seconde parce qu'elle ne proposait aucun mot d'ordre de lutte contre le Front populaire (13) et aucune perspective révolutionnaire au prolétariat mondial en Espagne et en Europe. Conscient que le rassemblement des ouvriers espagnols derrière l'État républicain et les syndicats UGT et CNT menait à une défaite sanglante, le GIC mettait en avant la nécessité d'une lutte politique du prolétariat espagnol et international contre la bourgeoisie.

- La première tâche est la destruction de l'État

Pour le GIC, il n'y avait nul acquis de la “ révolution espagnole ” à défendre. L'instauration des ‘milices’ et la collectivisation anarchiste avaient laissé en place l'ancien appareil d'État de la bourgeoisie. En octobre 1936, les communistes de conseils hollandais dénonçaient les “ milices ” en tant que parlement démocratique ” de la bourgeoisie républicaine. Les collectivisations n'avaient fait que renforcer le pouvoir de l'État, par l'entremise des syndicats : “ ... les entreprises (collectivisées) sont placées sous le contrôle des syndicats et travaillent pour les besoins militaires et les besoins de la population urbaine. D'une gestion autonome des ouvriers il n'est pas question. ” (*P.I.C.* n° 17, novembre 1936, “ Illustraties van de ontwikkeling in het revolutionaire Spanje ”.) La première tâche du prolétariat en Espagne ne pouvait être que politique. Pour vaincre les armées blanches de Franco, les ouvriers espagnols devaient prioritairement briser de fond en comble l'appareil d'État républicain, en instaurant de véritables conseils ouvriers, seule forme de pouvoir prolétarien:

“ Si les ouvriers veulent vraiment former un front de défense contre les Blancs, ils le peuvent à la seule condition de prendre en main par eux-mêmes le pouvoir politique, au lieu de le laisser aux mains d'un gouvernement de front populaire. Cela signifie : la défense de la révolution est seulement possible sur la base de la dictature du prolétariat au moyen des conseils ouvriers, et non sur la base de la collaboration de tous les partis antifascistes... L'anéantissement du vieil appareil d'État et l'exercice des fonctions centrales du pouvoir par les ouvriers eux-mêmes sont l'axe de la révolution prolétarienne.” (*P.I.C.*, n° 16, octobre 1936, “ Het anarcho-syndicalisme in de spaansche revolutie ”)

- La révolution prolétarienne en Espagne nécessite la lutte révolutionnaire dans tous les pays :

Comme la Gauche communiste italienne, la Gauche hollandaise rejetait tout mot d'ordre d'intervention des puissances 'démocratiques pour venir en 'aide' aux ouvriers espagnols. L'aide aux prolétaires ne pouvait en aucun cas être d'ordre militaire. Toute aide militaire s'inscrivait dans la lutte de domination des puissances impérialistes rivales pour défendre leurs intérêts et “ asphyxier la lutte de classe ” (14), en Espagne. Cette aide qui en apparence “ sauvait les ouvriers espagnols ” donnait le “ coup de grâce ” à la révolution. Le GIC constatait avec amertume que le Front de classe s'était transformé en front impérialiste, sur le terrain militaire : “ La lutte en Espagne prend le caractère d'un conflit international entre les grandes puissances impérialistes... Les armes modernes de l'étranger ont déplacé la lutte sur le terrain militaire et, en conséquence, le prolétariat espagnol a été soumis aux intérêts impérialistes, et avant tout aux intérêts russes.” (*Räte-Korrespondenz* n° 21, avril 1937, “ Der Anarchismus und die spanische Révolution ”.) (16).

La tâche de l'heure du prolétariat international était donc de “ rendre impossible une intervention (impérialiste) en menant la lutte révolutionnaire contre sa propre bourgeoisie ” (*R.K.* n° 18/19, op. cit.). “ C'est seulement en empruntant un tel chemin que le prolétariat international pourra en pratique manifester sa solidarité aux ouvriers espagnols.” (idem). Il est très frappant de voir que le GIC, viscéralement 'antiléningiste', reprenait la conception de Lénine en 1917 pour démontrer l'impossibilité d'une révolution dans un seul pays. A travers le 'cas espagnol', le GIC renouait avec la tradition de la Gauche hollandaise en 1917: comme dans la Russie de 1917, il y aurait - si le prolétariat espagnol prenait le pouvoir -

interdépendance entre les luttes révolutionnaires d'un pays déterminé et celles du reste du monde:

“ 'Sans révolution mondiale, nous sommes perdus', disait Lénine. Cela est tout particulièrement valable pour l'Espagne ... Le développement de la lutte en Espagne dépend de son développement dans le monde entier; mais l'inverse est tout aussi vrai. La révolution prolétarienne est internationale; la réaction également. Toute action du prolétariat espagnol trouvera un écho dans le reste du monde; et ici toute explosion de lutte de classe est un appui aux combattants prolétariens d'Espagne.” (*Räte-Korrespondenz* n° 22, juillet 1937, “ Revolution und Konterrevolution in Spanien ”; P.I.C., n° 10, juin 1937.)

#### **e. Le GIC et le courant anarchiste**

A la différence des communistes des conseils aux USA, qui gardèrent une attitude conciliante à l'égard de la CNT (16), le GIC mena une lutte politique acerbe et sans compromis contre l'ensemble du courant anarchiste. Plus que le parti stalinien, le parti socialiste, qui étaient clairement intégrés dans l'appareil d'État bourgeois, la CNT apparut au GIC comme la principale force responsable de la défaite finale du prolétariat espagnol. Courant politique représentant les ouvriers les plus combattifs, la CNT s'intégrait en 1936 dans l'Union sacrée des partis républicains. La lecture de la presse du GIC montre que celui-ci attachait une importance plus grande à la critique du courant anarchiste qu'à celle du courant trotskyste. Non que cette dernière fût absente; mais elle était plus rare ... et cependant non moins acérée, puisque le RSAP hollandais et les groupes trotskystes étaient dénoncés comme des agents du Frente popular, finalement “ au côté de leur propre bourgeoisie démocratique ” (17). Mais compte tenu de l'existence d'un important milieu libertaire aux Pays-Bas, d'ailleurs très hétérogène sur la question espagnole (18), la presse du GIC donna la priorité à la lutte politique et théorique contre le courant anarchiste.

Jusqu'en mai 1937, le GIC fit une critique approfondie de la pratique de l'anarcho-syndicalisme espagnol. Dès le départ, il dénonça l'appel de la CNT lancé aux ouvriers, de reprendre le travail et de rejoindre les casernes. En s'intégrant bientôt dans le gouvernement antifasciste, en proclamant la priorité de la lutte sur le front militaire. (19), la CNT s'intégrait dans l'État. La ‘socialisation’ anarchiste n'était rien d'autre,

soulignait le GIC, que du capitalisme d'État, avec une production dirigée par les syndicats (20.).

Les événements d'Espagne montraient finalement, dans la pratique, la “banqueroute des conceptions anarcho-syndicalistes” (21). La ‘liberté pour tous’, principe libertaire, se traduisait par “la liberté pour tous les courants antifascistes” ennemis de la révolution: leur conception de ‘liberté pour tous les courants antifascistes’, c’est la liberté pour les saboteurs de la révolution prolétarienne.” (*P.I.C.* n° 16, oct., 1936, “Het anarcho-syndicalisme in de spaansche revolutie.”) Le rejet de la dictature du prolétariat par la CNT, corollaire du refus anarchiste de prendre le pouvoir, aboutissait finalement à ce que la CNT “interdise que les ouvriers prennent en main par eux-mêmes toutes les fonctions économiques et politiques de la société” (idem). Ce serait pour “exercer seule une dictature sur la classe ouvrière” (idem). Le refus anarchiste du “politique” métamorphosait en participation de la CNT au jeu politique bourgeois : élections, participation au front unique antifasciste. Finalement, comme “principe économique-politique”, l’anarcho-syndicalisme “conduisait à la défaite” (idem).

Si le GIC proclamait la volonté révolutionnaire des ouvriers anarchistes, c’était pour mieux souligner combien la doctrine et la pratique anarchistes étaient étrangers au prolétariat. Fidèle à l’analyse marxiste, le GIC définissait tout courant anarchiste comme non prolétarien, et petit-bourgeois, Le feu de l’épreuve espagnole amenait inévitablement les anarchistes dans le camp de la bourgeoisie. Les ‘anti-étatistes’ devenaient des partis de gouvernement pour “jouer en Espagne le rôle que les social-démocrates de gauche, les ‘Indépendants’ ont joué en Allemagne” (*P.I.C.* n° 12, août 1937, “Federatie van Anarchisten in Nederland”). Comme courant, l’anarcho-syndicalisme se situait désormais en dehors du camp prolétarien. Dans tous les pays, en Hollande aussi, “l’éclat affaibli de la révolution espagnole poussait une grande partie des anarchistes dans le camp de la bourgeoisie” (*P.I.C.* n° 2, janvier 1937, “het nederlandsche anarchisme tegenover de spaansche revolutie”). Désormais, la défaite du courant anarchiste serait “la condition pour la marche en avant de la révolution” (idem), pour éviter la défaite totale du prolétariat espagnol.

Les événements de Mai 37, à Barcelone, où les ouvriers s’affrontèrent les armes à la main aux forces du Front populaire, validaient’ pleinement l’analyse du GIC. L’appel lancé par les ministres anarchistes aux

ouvriers de déposer les armes montrait que “ la CNT est un des principaux responsables de l'écrasement de l'insurrection, parce qu'elle démoralisa le prolétariat au moment même où il s'ébranlait contre la réaction démocratique ”; cette attitude de la CNT prouvait “ la rupture définitive de cette organisation avec la lutte de classe révolutionnaire ” (*Räte-Korrespondenz*, n° 22, juin 1937, “ Revolution und Konterrevolution in Spanien ”). La contre-révolution des Noske espagnols - comme le GIC désignait socialistes et stalinien dans un tract international (22) - pouvait triompher.

Pour le GIC l'attitude de l'anarchisme espagnol n'était pas une trahison; c'était l'aboutissement logique des principes anarchistes. Il n'y avait pas eu trahison des principes anarchistes, comme le proclamaient certains groupes anarchistes 'critiques' :

“ Le reproche d'anarchistes étrangers que la CNT aurait trahi ses principes anarchistes n'est pas valable. La CNT ne pouvait rien faire d'autre avec ses fondements étrangers à la réalité; elle devait se rattacher à l'une des forces en présence. ” (*Räte-Korrespondenz*, n° 22, juin 1937, idem.)

Le GIC, cependant, restait étrangement silencieux sur le groupe des “ Amis de Durruti ”, qui condamnait la politique de la CNT et avait participé aux combats de Barcelone, au côté des insurgés.

En dépit de quelques hésitations initiales indéniables - mais de courte durée - sur la signification des “ milices”, le GIC aboutissait à une position politique sur la guerre en Espagne très proche de celle de la Gauche communiste italienne, Comme cette dernière. le GIC a proclamé la nécessité prioritaire pour les ouvriers espagnols de détruire l'appareil d'État en Espagne républicaine pour instaurer la dictature des conseils ouvriers. Le GIC souligna - à contre courant - que la seule aide au prolétariat espagnol se trouvait non dans l' "intervention" des bourgeoisies 'démocratiques' et dans la fourniture d'armes mais dans l'éclatement de la lutte de classe dans tous les pays, pour briser l'isolement des ouvriers d'Espagne.

L'attitude révolutionnaire intransigeante du GIC contrastait violemment avec celle des groupes trotskystes de l'époque qui appelaient leurs militants à être du côté du Front populaire sur les fronts militaires et à défendre la “ démocratie ” espagnole (23). La position de groupes comme L'union communiste en France et la Ligue



des communistes internationalistes de Hennaut en Belgique - qui pourtant allaient s'orienter peu ou prou vers le communisme des conseils - (24) était bien plus proche de celle du trotskysme, voire du POUM, que du GIC. Ces deux organisations, tout comme la minorité de *Bilan* qui en fut exclue pour participation à la lutte militaire dans les Milices oscillaient entre le trotskysme et le 'conseillisme', sans avoir une nette cohérence politique.

La très grande fermeté du GIC dans la question espagnole s'accompagnait, néanmoins, d'un certain nombre d'ambiguïtés liées à sa conception de l'organisation. Elle traduisaient un manque de cohésion et de cohérence du communisme de conseils.

Ces ambiguïtés se traduisaient par la publication dans la presse du communisme des conseils de positions étrangères à la vision du GIC, sans commentaires ou critiques véritables. L'exemple de la publication par le "P.I.C." (cf. supra) d'une lettre d'un membre du GIC engagé dans les 'milices' sur le front d'Aragon est typique. Aucun commentaire, aucune condamnation politique de cette 'initiative' individuelle ne l'accompagnait. Il semblait que le GIC fuyait les débats de fond, par peur de s'affirmer comme une organisation politique. Se concevant comme une organisation informelle, ouverte, le GIC publia aussi sans commentaires des textes de l'Union communiste et de la LCI belge sur la question d'Espagne, sans critique de ces groupes, sinon sur la question du parti (25). Mais cette publication était présentée comme une contribution à la discussion. Ce n'était pas le cas, lorsque le GIC publia dans la revue internationale en allemand - *Räte-Korrespondenz* - un texte, présenté comme émanant du communisme des conseils international. Ce texte semblait émaner de l'ancien membre des Rote Kämpfer Helmut Wagner (26), qui travaillait avec le groupe de Paul Mattick, et faisait une critique acerbe de l'anarcho-syndicalisme espagnol, Mais en contradiction avec l'analyse du GIC sur la politique de la CNT, il proclamait : " Notre intention n'est pas de rendre les anarchistes responsables de l'évolution suivie par la lutte antifasciste et de son détournement vers une impasse bourgeoise. " (*R.K.* n° 21, avril 1937). Surtout, il défendait un point de vue très proche de celui de l'Union communiste, en affirmant que les ouvriers espagnols ne devaient pas affaiblir les fronts militaires, mais d'abord accepter les armes de l'étranger, " pour sauver leurs vies " :

“ Les travailleurs espagnols ne peuvent pas se permettre de lutter effectivement contre les syndicats, car cela mènerait à une faillite complète sur les fronts militaires. Ils n’ont pas d’autre alternative : ils doivent lutter contre les fascistes pour sauver leurs vies; ils doivent accepter toute aide sans regarder d’où elle vient. ” (R.K. n° 21, idem)

Il est vrai que l’article concluait que “ le caractère de la lutte révolutionnaire subît d’énormes transformations et qu’au lieu de tendre vers le renversement de la bourgeoisie il mène à la consolidation d’un nouvel ordre capitaliste ”. (idem).

Le même manque de rigueur de la part des communistes internationalistes hollandais se retrouvait au même moment dans leur participation, en mars 1937, à une conférence internationale de groupes plus proches du POUM et du trotskysme (26 bis) que de la Gauche communiste internationale, dans la question espagnole. Cette conférence, qui se tint à Paris les 6 et 7 mars 1937 (27), avait pour tâche de discuter de la situation en Espagne et de l’évolution internationale. Des invitations avaient été lancées aux groupes trotskystes officiels et au POUM, qui ne se déplacèrent pas. Finalement, en dehors de Miasnikov (28) qui ne représentait que lui-même, la conférence comprenait huit groupes, formant un ensemble hétéroclite :

- l’Union communiste de Chazé, en France, groupe issu du trotskysme (28 bis);
- la Ligue des communistes internationalistes de Belgique, représentée par Hennaut;
- le GIC des Pays-Bas représenté par Henk Canne-Meijer;
- l’ex-minorité de la Gauche italienne, exclue en novembre 1936; - le Cercle marxiste de Paris (groupe conseilleriste de Bayard); - le Groupe marxiste allemand, composé d’une vingtaine de membres, et représenté par Ruth Fischer et Arkadi Maslov (29);
- la League for Revolutionary Workers Party (USA et Canada) de Field, issue du trotskysmes représentée par Krehm;

- la Revolutionary Workers League of U.S.A. de Hugo Oehler (30), issue elle aussi du trostkysme et proche du POUM.

Hétéroclite, la conférence l'était sur tous les points à l'ordre du jour : si tous les groupes étaient d'accord sur " la marche à la guerre ", ils ne l'étaient plus sur la caractérisation de l'URSS. Le clivage se faisait sur cette question entre, d'un côté, le GIC, la LCI, l'Union communiste, le Cercle marxiste, et les autres groupes, mal détachés du trotskysme. ceux-ci, sauf l'ex-minorité de *Bilan* - représentée par Enrico Russo (30 bis) - mettaient en avant la nécessité d'une 4e Internationale communiste. Leur perspective était de prendre contact avec le POUM, les groupes trotskystes, pour préparer une conférence commune.

Cette conférence apparut vite comme un échec total. Le " Bulletin de liaisons " qui devait en sortir ne vit jamais le jour. De résolution commune, il ne put être question. Le GIC devait noter cet échec, en soulignant que " les conditions pour le début d'une discussion internationale " (*R.K.* n° 22, juillet 1937, " Die Pariser Konferenz ") étaient absentes. Le seul résultat, qui apparut positif au GIC, fut l'établissement de contacts avec l'Union communiste, et surtout la LCI de Hennaut, de loin l'organisation la plus proche des Hollandais. Celle-ci qui au départ défendait l'idée de la nécessité d'un nouveau parti révolutionnaire fut de plus en plus influencée par le GIC, au point d'évoluer peu ou prou vers le communisme des conseils.

L'attitude ambiguë du GIC venait de son absence de réelle critique, sauf sur la question du parti (31), exercée sur les positions de l'Union communiste et de la LCI à propos de la guerre en Espagne. Le GIC publia sans commentaires des textes de l'Union communiste et de la LCI sur cette grave question; ces textes, écrits après mai 1937, montraient certes - sous la pression des événements de Barcelone - des positions très voisines de celles du GIC. Mais celui-ci ne tenait guère à œuvrer dans le sens d'un véritable regroupement avec ces groupes, lequel passait par une évaluation précise de la politique et de l'orientation de ceux-ci.

Finalement, les événements d'Espagne laissèrent le GIC très isolé. La disparition après juillet 1937 de *Räte-Korrespondenz*, seule revue théorique du GIC en allemand, traduisait l'isolement international des

communistes internationalistes hollandais, dont les liens avec le groupe américain de Mattick s'étaient réduits à leur plus simple expression.

La seule organisation avec laquelle le GIC aurait pu nouer des liens politiques, en raison de leur position proche sur les événements d'Espagne, était la Gauche communiste italienne. La vision "conseilliste" du GIC sur la question de l'organisation ne le permit pas (32). Mais les événements d'Espagne avaient été un test pour le GIC. Contrairement à d'autres éléments "conseillistes", il ne s'orienta ni vers le trotskysme ni vers l'anarchisme. (33)

## NOTES

1. Reprint de *International Council Correspondence, Living Marxism* et *New Essays*, Greenwood Reprint, New York, 1970.
2. Ce groupe, auquel appartenait Cajo Brendel - aujourd'hui membre de *Daad en Gedachte* - avait d'abord publié la revue *De Radencommunist* en 1933. Il s'était véritablement constitué, comme groupe, en 1935. A la suite de *Proletariër*, parurent les cahiers *Proletarische Beschouvingen* ("Réflexions prolétariennes") de 1936 à 1938. A cette date, Cajo Brendel collabora à différentes revues, dont des revues anarchistes, mais sans renoncer à ses positions propres.
3. *Discussie*, "organe des groupements ouvriers de gauche". Premier numéro en 1934.
4. Cf. *De Arbeidersraad* n° 112, janvier-février 1937, "Spanje !" "Les ouvriers du POUM sacrifient leur vie dans la lutte contre le fascisme...", Ce groupe appuyait essentiellement la politique du POUN et mettait en avant la nécessité d'une Alliance ouvrière, comme en 1934, entre les organisations antifascistes poumistes et cénétistes.
5. Les textes de la Gauche communiste italienne, ou 'bordiguiste', dans Bilan, sur la question espagnole

ont été republiés par Jean BARROT (Gilles Dauvé) : “*Bilan*”. *Contre-révolution en Espagne (1936-1939)*, 10/18, Paris, 1979.

6. Cajo Brendel, qui se réclame du GIC, défend encore aujourd’hui une position différente sur la question espagnole. Pour lui, l’Espagne en 1936 a connu une “révolution bourgeoise” et ne pouvait connaître autre chose : “... la révolution espagnole ne peut pas prendre la forme classique de la révolution française de 1789. Cette révolution “bourgeoise” doit être réalisée sans l’appui de la bourgeoisie et, en quelque sorte, contre elle. La classe ouvrière devient en quelque sorte l’exécuteur testamentaire d’une révolution mort-née: bien que menée par des ouvriers, cette révolution ne change pas de caractère, elle est destinée à éliminer les couches féodales et à assurer l’essor du capitalisme.” (Cajo BRENDEL et Henri SIMON, *De l’antifranquisme à l’après-franquisme. - Illusions politiques et lutte de classe*, “Echanges et Mouvement”, 1979. Cette position est dans la droite ligne des “Thèses sur le bolchevisme”, qui considère la révolution russe comme bourgeoise dans la question espagnole, le GIC en rejetait implicitement le contenu.
7. Les recherches de compromis entre les chefs républicains et les généraux nationalistes sont amplement démontrées. Cf. BOLLOTEN, *La révolution espagnole*, Ruedo Iberico, Paris, 1977, p. 50-53.
8. Dans son numéro 39, janvier-février 1937, *Bilan* rejetait toute comparaison de Franco à Kornilov - comparaison reprise souvent en 1936-37 par les trotskystes et des groupes comme la LCI de Hennaut “Le ministère de Kérénski - à l’époque de Kornilov - comparé à celui de Caballero aujourd’hui - présente cette différence fondamentale : le premier est une dernière tentative du capitalisme pour éloigner l’attaque du prolétariat contre son État, contre son régime; celui de Caballero représente la forme parachevée du plan du capitalisme pour éviter que se produise l’évolution de la lutte contre l’État capitaliste.”
9. Ce fut le cas de groupes comme l’Union communiste en France et de la Ligue des communistes internationalistes en Belgique.

10. Pour la connaissance des positions de la Gauche italienne autour de Bilan, cf. La *Gauche communiste d'Italie (1926-1950)*, chapitre 5, p. 93-110.
11. Cf. *P.I.C.* n° 9, juin 1937, “ Brief uit Spanje ”,
12. *P.I.C.* n° 3, février 1937, “ Lessen uit Spanje ”. Le GIC précisait que l'article en question ne venait pas de lui, mais contribuait à la discussion.
13. *P.I.C.* n° 6, mars 1937, “ Lessen uit Spanje ”.
14. *P.I.C.* n° 16, octobre 1936, “ Het anarcho-syndicalisme in de spaansche revolutie ” : “ Ce comité des milices n'est pas un conseil ouvrier de défense, mais ressemble plutôt à un parlement démocratique. ”
15. *P.I.C.* n° 6, mars 1937, “ Lessen uit Spanje ” : “ Par l'intervention étrangère, cette lutte de classe est de plus en plus asphyxiée et les desseins des puissances impérialistes prédominent dans la guerre... En aucun cas ne triomphe la 'démocratie' bourgeoise, mais dans tous les cas la dictature du grand capital sur les ouvriers. ”
16. L'article de *Räte-Korrespondenz*, qui semble être de Helmut Wagner, reprenait des passages entiers de différents articles du P.I.C. Des ajouts furent faits, qui ne correspondaient point à la vision du GIC, sur la nature de l'anarchisme et la lutte sur les fronts militaires.
17. Karl Korsch, collaborateur du groupe de Mattick, se fit l'apôtre des collectivisations anarchistes. Cf. *Living Marrism* n° 3, mai 1938, “ Economics and politics in revolutionary Spain ”; n° 6, avril 1939, “ Collectivization in Spain ”.
18. *Räte-Korrespondenz*, n° 18/19, août 1936, “ Klassenkampf in Spanien ”.
19. Alors que la plupart des groupes importants aux Pays-Bas s'engageaient au côté de la CNT, d'autres “ groupuscules ” anarchistes, comme le B.A.S. et l'I.A.M.V., faisaient de la propagande pacifiste, hostiles

à la violence et à l'utilisation des armes dans la lutte de classe, par principe, Cf. *P.I.C.* n° 2, janvier 1937, " Het nederlandsche anarchisme tegenover de spaansche revolutie ".

20. L'intégration de la CNT à l'État républicain est théorisée par elle très rapidement : " L'entrée de la CNT au gouvernement central est un des événements les plus marquants de l'histoire politique de notre pays.. A l'heure actuelle, le gouvernement en tant qu'instrument de contrôle des organes de l'État a cessé d'être une force d'oppression de la classe laborieuse, de même que l'État n'apparaît plus comme séparant la société en classes. Et tous deux cesseront d'autant plus d'opprimer le peuple que des membres de la CNT travaillent en leur sein. " (*Solidaridad obrera*, 4 novembre 1936)
21. Pour le GIC l'existence du Conseil économique central et du Comité des milices, sur la base du front des partis de gauche, conduisait Inévitablement au capitalisme d'État (cf. *P.I.C.* n° 16, octobre 1936, " Het anarcho-syndicalisme in de spaansche revolutie ").
22. *P.I.C.* n° 16, oct. 1936, idem.
23. Tract de mai 1937 : " Klassenoorlog in Spanje ", diffusé aux Pays-Bas et en Belgique par le GIC, le groupe " Proletenstemmen " (lié au GIC), la LCI de Belgique et l'Union internationale des conseils ouvriers (Internationale Arbeiders-Raden-Vereeniging, ou IARV) des Flandres, 'conseilliste'.
24. Cf. TROTSKY, *La révolution espagnole (1930-1940)*, Editions de Minuit, 1975 : " Renoncer à soutenir les armées républicaines, seuls peuvent le faire les poltrons et les traîtres, agents du fascisme. " (p. 355). " Tout trotskyste en Espagne doit être un bon soldat du côté de la gauche. " (p. 378). " Partout et toujours, là où les ouvriers révolutionnaires ne sont pas dans l'immédiat assez forts pour renverser le régime bourgeois, ils défendent, contre le fascisme, même la démocratie pourrissante, mais, surtout, ils défendent leurs propres positions à l'intérieur de la démocratie bourgeoise. " (p. 431). " Dans la guerre civile espagnole, la question est : démocratie au fascisme. " (p. 432).
25. Pour l'histoire de ces groupes, cf. P. Bourrinet, *La Gauche communiste d'Italie*, déjà citée; *Revue*

*internationale* n° 22, 1980 (organe du CCI), "Livres sur l'Espagne 1936, à propos du livre de Chazé : Chroniques de la révolution espagnole, Spartacus, 1979".

26. "Manifeste de l'Union communiste", *P.I.C.* n° 12, août 1937. Article de la L.C.I., "Algemene Beschouwingen over de spaansche revolutie", *P.I.C.* n° 13, septembre 1937.
27. Helmut Wagner, né à Dresde en 1904, n'avait jamais été un communiste de gauche; il faisait partie de l'aile gauche du SPD. Avec Karl Schröder et Reichenbach, il constitua la 'fraction' des Rote Kämpfer, il fut exclu du SPD en 1931. C'est lui qui rédigea les "Thèses sur le bolchevisme". Exilé en Suisse, en 1934, et en contact avec le GIC, il édita à Zurich la revue *Der internationale Beobachter* (L'Observateur international) et émigra aux USA en 1940. De Suisse, il collaborait aux revues communistes de conseils américaine et allemande. Devenu professeur d'université dans les années 50, il abandonna toute activité politique.
28. Malgré ses critiques de Trotsky et du trotskysme, le GIC, groupe marxiste, se sentait plus proche de ce courant que de l'anarchisme. Alors qu'il proclamait le passage de l'anarchisme dans le 'camp bourgeois', le GIC reconnaissait dans le trotskysme un indéniable 'esprit révolutionnaire' : " Parmi les courants qui exercent une Influence sur les ouvriers d'esprit révolutionnaire, le trotskysme est véritablement le seul avec lequel on doit sérieusement débattre au niveau des principes." (*Radencommunisme*, n° 1, août 1938, "Trotski en het raden-communisme"). Le GIC, en dépit de ses désaccords avec ce dernier courant, publia un texte du Parti ouvrier internationaliste (POI) français, sur les grèves ouvrières de 1938 (*PIC* n° 3, mi 1938, "Manifest der trotskisten").
29. Compte rendu dans le livre de Henri CHAZE, *op. cit.*, Introduction. Cf. aussi la lettre de Hugo Oehler, qui participait à la conférence, adressée de Paris, le 7 mars 1937, à Streeter (Brandeis University, Goldfarb Library, Special Collection, n° 506844; Collection of documents, reports and communications relative to POUM activities during the Spanish Civil War, by Hugo Oehler and Russell Blackwell). Oehler donne une trentaine de Participants, en moyenne, à la conférence de Paris. Il souhaitait constituer un



regroupement avec le POUM et des groupes trotskystes de gauche. Cet espoir fut vite déçu, faute d'une participation du POUM.

30. Gabriel Miasnikov représentait l'ancienne opposition russe (Groupe ouvrier) liée au KAPD, puis à l'Ouvrier communiste en France (cf. R. SINIGAGLIA, *Mjasnikov e la rivoluzione russa*, Jaca Book, Milano, 1973). Selon JOUBERT, *Les révolutionnaires de la SFIO*, Presses de la Fondation nationale des sciences politiques, Paris, 1977, il fit partie du PSOP pivotiste, puis en 1940, du Mouvement national révolutionnaire, animé par Jean Rous et Fred Zeller. Le titre de la revue du MNR, la Révolution française, était tout un programme. Ses mots d'ordre étaient très significatifs d'une orientation nationaliste : " Prolétaires, paysans, artisans, petits et moyens bourgeois, chefs d'entreprise français, unissez-vous", " Ni pro-Anglais, ni pro-Allemands, mais pro-Français ". Dirigé par d'anciens trotskystes, le MNR disparut en juin 1941. La majorité de ses membres rejoignit la résistance gaulliste, d'autres réintégrèrent le trotskysme classique.
31. Fischer et son compagnon Maslow avaient été trotskystes, en exil en France, de 1934 à 1936 (cf. thèse de Maurice STOBNICER, *Le Mouvement trotskyste allemand sous la République de Weimar*, Paris VIII, 1980, 380 pages). En 1939, Maslov édita la revue *Cahiers d'Europe* d'orientation antifasciste et antistalinienne, " Internationaliste et non conformiste " (n° 1, janvier 1939).
32. Pour l'itinéraire politique de Henry Chazé, de son vrai nom Gaston Davoust (1904-1984), cf. notice biographique qui lui est consacrée dans le *Dictionnaire biographique du mouvement ouvrier français; 1914-1939*, sous la direction de Jean Maitron et Claude Pennetier.
33. Pour l'itinéraire de ces groupes, cf. Ph. Bourrinet, *La Gauche communiste italienne, 1912-1945*, 1980, publié (anonymement) en 1981 par le CCI.
34. Enrico RUSSO (1895-1973), dit Candiani, fit partie de la fraction " bordiguiste" en France, jusqu'à sa rupture avec elle en 1937. Il commande en Espagne la colonne Lénine, des volontaires étrangers du POUM. A Paris, il s'intègre dans l'Union communiste de Chazé. Livré par les autorités de Vichy au

gouvernement mussolinien, il est condamné à 5 ans de prison. Libéré en 1943, il devient secrétaire de la Bourse du travail de Naples et membre du PC de “ Montesanto ”. On le retrouvera plus tard membre du Parti social-démocrate italien, où il tente d’animer un courant de gauche’. Cf. l’article de P. BROUE, ‘Le PC Italien, la guerre et la révolution ’, *Cahiers Léon Trotsky*, n° 29, mars 1987.

35. A partir de 1938, la LCI de Hennaut fut de plus en plus influencée par les positions conseillistes’ du GIC, dont elle publia de nombreux articles et même des brochures, en flamand, dans son *Bulletin*.
36. La seule polémique de fond contre le GIC et l’IARV de Gand (conseilliste) se trouve dans *Communisme* n° 21, décembre 1938. L’organe de la Fraction belge ‘bordiguiste’, liée à la Fraction italienne autour de *Bilan*, dénonçait la ‘conception négative sur le parti’ propagée par la GIC et l’IARV : “ Le GIC et l’IARV apportent une nouvelle preuve que l’on peut parfaitement manifester la volonté de combattre l’opportunisme et les dangers de trahison et verser quand même dans le pire empirisme opportuniste ” dans la conception de l’organisation. Non sans raison, *Communisme* voyait dans les positions du GIC de nettes concessions à l’anarchisme : ‘Avec leurs formulations équivoques, les camarades du GIC donnent la nette impression d’avoir hérité des conceptions antiétatiques, antigouvernementales, anticentralistes, qui sont bien l’apanage de l’anarchisme mais ne peuvent être celui des communistes. ” Répondant au GIC, la fraction belge soulignait que “ ...la dégénérescence et la trahison du parti ne s’inscrivent pas contre sa nécessité, au contraire”. Cependant, notait-elle, bien qu’il s’en défendît, le GIC et son “ jumeau ” belge proposaient en fait une forme d’organisation de type parti, mais abâtardie : “ Il s’agit bien là, nous semble-t-il, d’une fonction et d’une activité de parti, et les organismes en question ne font pratiquement pas autre chose que de proposer des solutions aux masses, mais par un retour à des méthodes rejetées depuis longtemps par l’expérience ouvrière. ” Finalement le conseillisme se pose comme extérieur au prolétariat : “ Somme toute, l’avant-garde se posera en simple ‘conseillère’ des masses. Elle ne s’identifiera pas avec le prolétariat, mais lui sera juxtaposée’. on notera que cette critique adressée au GIC était fraternelle; elle était finalement nuancée. on est très loin du très grand sectarisme manifesté par le courant ‘bordiguiste’ après 1945-1950 à l’égard de tout groupe politique

situé dans le milieu révolutionnaire à gauche du trotskysme.

37. Du groupe conseilliste de La Haye, un élément comme Rinus Pilgrom devint anarchiste, membre des "Vrije groepen" d'Amsterdam, pour finalement adhérer au C.R.M. trotskyste pendant la guerre. (cf. Wim BOT, *Generaals zonder troepen*, Amsterdam, 1986, p. 28.) Cajo Brendel écrivit, mais sans y adhérer, dans le journal anarchiste *De Vrije arbeider* de A.L. Constandze (1899-1984), chef de la Fédération anarchiste, qui en 1937 regroupa tous les groupes anarchistes. Constandze vira vers l'antifascisme pendant la guerre (cf. *De Gids*, 6 juillet 1969.) De façon générale, les membres du GIC restèrent fidèles à leurs principes marxistes.